

**Pour diffusion immédiate**

**La pétition concernant le projet de loi 15 recueille 6 400 signatures en 16 jours**

Cette mesure législative repose davantage sur le pouvoir et le contrôle que sur les soins et la compassion

**Montréal, le 4 décembre 2023.** – Le Quebec Community Groups Network remercie les quelque 6 400 Québécois qui ont signé une pétition demandant au gouvernement provincial de retarder l'adoption du projet de loi 15 – un texte législatif lourd et complexe qui centraliserait massivement nos réseaux de services de santé et de services sociaux.

« Sachant que le gouvernement veut faire adopter ce projet de loi par l'Assemblée nationale d'ici la fin de la semaine, nous avons dû agir rapidement pour nous assurer que le ministre réalise à quel point les Québécois y sont opposés », déclare la présidente du QCGN, Eva Ludvig. Il est clair qu'ils sont très irrités de voir leur voix réduite au silence dans la gestion de leurs établissements de soins de santé locaux, comme les hôpitaux. »

Elle ajoute : « Nous tenons également à remercier la députée de Westmount, Jennifer MacCarone, d'avoir parrainé cette pétition sur le site de l'Assemblée nationale. La pétition devrait y être présentée le mardi 5 décembre. »

« Nous sommes fortement opposés à ce que le gouvernement choisisse la fin de la session parlementaire pour faire passer ce projet de loi à toute vapeur, poursuit Mme Ludvig. Le gouvernement lui-même a proposé des centaines d'amendements, ce qui démontre bien que cette législation a été mal pensée, qu'il est prématuré de l'adopter et que le moment est mal venu pour la mettre en œuvre. Les services de santé et les services sociaux sont d'une importance vitale pour tous les Québécois. Ils méritent plus qu'un traitement désinvolte de la part d'un gouvernement davantage axé sur le pouvoir et le contrôle que sur les soins et la compassion. »

Lors d'un récent webinaire du QCGN sur le projet de loi 15, des experts ont expliqué que le projet de loi ne ferait rien pour résoudre les crises dans nos salles d'urgence, les retards dans les chirurgies ou le manque de médecins de famille. Il aurait plutôt pour effet de centraliser le contrôle du gouvernement par le biais d'une société d'État appelée Santé Québec. Il abolirait également les conseils d'administration des établissements locaux tout en retirant le rôle de gestion aux patients, aux familles, aux bénévoles et aux communautés – personnes que le système de soins de santé est censé servir.

Le Quebec Community Groups Network ([www.qcgn.ca](http://www.qcgn.ca)) est un organisme à but non lucratif qui regroupe des organismes communautaires et des particuliers d'expression anglaise de tout le Québec. Sa mission consiste à cerner, explorer et aborder les enjeux stratégiques qui affectent le développement et la vitalité du Québec d'expression anglaise ainsi qu'à encourager le dialogue et la collaboration entre les parties.

**Pour plus d'informations :**

Rita Legault, directrice des communications | [rita.legault@gcgn.ca](mailto:rita.legault@gcgn.ca)

Téléphone : 438 270-0680 ou 514 912-6555